L'ÉCHO
du Conseil d'Administration

Budget 2021 de La Poste : La multinationale qui a oublié le service public

La direction de l'entreprise a présenté lors du Conseil d'Administration du 17 décembre 2020 le budget 2021, ainsi que les « perspectives » des missions de service public postal. Premier constat : les postier·e·s et le service public paieront l'addition !

UN OUTIL FINANCIER PUBLIC AU SERVICE DU CAPITALISME

Avec des bénéfices boostés par l'arrivée de la CNP dans son escarcelle, La Poste se sent pousser des ailes et va se lancer dans les conquêtes internationales tous azimuts.

En fait d'intérêt général, l'augmentation du capital de La Poste sera vouée essentiellement à multiplier les acquisitions, notamment à l'étranger. Il s'agit de faire de La Poste une multinationale comme les autres.

TOUJOURS PLUS POUR LES ACTIONNAIRES — RIEN POUR LE PERSONNEL

Côté salaires des postier·e·s, 2021 sera encore être une année blanche. La prime d'intéressement de l'exercice 2020 est toujours évaluée à zéro euro, contrairement aux annonces de certaines organisations syndicales. Lors de la première réunion des NAO (négociations salariales), la DRH a bien fait comprendre que les augmentations seraient au ras des pâquerettes. Un sacré cynisme quand dans le même temps des dizaines de milliers de postier·e·s font face à une peak period sans précédent au colis (+ 50 % de trafic par rapport à l'année dernière) dans des conditions de travail toujours plus catastrophiques.

UNE REFONTE COMPLÈTE DU SERVICE PUBLIC POSTAL

Pour mener cette stratégie de conquête et crise sociale et sanitaire oblige, il faut, pour la direction nationale et les actionnaires « alléger la structure ». La direction et les actionnaires s'y emploient en proposant une remise à plat du service public postal. Sans surprise, un « comité des services publics » présidé par l'ancien responsable du groupe Accor France a rendu son verdict : le service public postal (l'aide à la presse, l'aménagement du territoire, l'accessibilité bancaire et le service universel postal) coûte trop cher à La Poste et à l'État. Un État qui d'ailleurs ne respecte pas, loin de là, tous ses engagements en termes de compensation des dites missions.

Les propositions du comité des services publics sont « carciaturales » : il faut tout changer si on veut que La Poste reste une entreprise compétitive.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela ne sent pas bon du tout pour le service public, qui est déjà fort mal en point.
Le slogan de cette séance du Conseil d'administration : le chiffre d'affaires et les profits avant les postier·e·s !

La direction doit rapidement changer de cap, il y a des alternatives à la boulimie d'achats des patrons de La Poste et de leur tutelle. La Poste doit être un grand service public pour toutes et tous en s'adaptant aux nouveaux besoins de la société, sans laisser personne au bord du chemin

SUD PTT REVENDIQUE LA SOCIALISATION DU GROUPE LA POSTE, SOUS CONTRÔLE DU PERSONNEL ET DE LA POPULATION.

NOUS CONTACTER

25 27 RUE DES ENVIERGES
75020 PARIS

0144621200

sudptt@sudptt.fr
www.sudptt.org

pour lire la news dans son integralité : http://www.sudptt.org/-Le-billet-des-elu-es-du-CA-